



UNION EUROPÉENNE

Délégation de la Commission Européenne pour la Suisse et la Principauté de Liechtenstein

Berne, le 20 février 2008

D(2008)

Michael Reiterer

L'Union européenne et la Suisse

Assemblée générale ordinaire de l'ASIN, samedi 28 avril 2007, à Berne

Mesdames, Messieurs,

Je suis très heureux d'avoir été invité à votre assemblée annuelle. Monsieur Fehr a été une des premières personnes avec qui j'ai eu un contact en Suisse. En buvant ensemble une bouteille de vin, nous avons pu constater qu'en dépit des différences programmatiques qui nous séparent, nous pouvons fort bien discuter ensemble. J'apprécie l'ouverture et le professionnalisme, la perception d'intérêts opposés et je suis de l'avis que la défense de points de vue opposés ne devrait jamais conduire à des différends personnels.

Je comprends l'ASIN en tant qu'organisation non gouvernementale au sein de laquelle des personnes politiquement engagées défendent leurs idées et valeurs. Les objectifs sont en grande partie définis sur le plan de la politique intérieure: surveillance de la politique extérieure de la Confédération, «information» des citoyens sur les problèmes et problématiques de la politique extérieure suisse ; indépendance et neutralité de la Suisse, prévenir tout activisme.

Mon rôle d'ambassadeur de la Commission européenne ressemble en un point à votre activité, je dois moi aussi «informer la population» sur l'Union européenne. Je n'ai cependant ni pour mission ni pour intention de faire de la propagande, pas plus que vous qualifieriez vos propres activités de «propagande». Mais je peux aisément imaginer qu'il existe en Suisse, comme dans les Etats membres de l'Union, de nombreuses personnes intéressées qui savent certes à peu près comment fonctionne l'Union et quels sont ses objectifs, mais qui souhaiteraient une information plus précise et approfondir leurs connaissances car cela permet d'éliminer les malentendus ou de les étouffer dans l'œuf. En guise de prestation de service, je propose par conséquent des informations. On est libre de les solliciter ou non, or vous m'avez invité et souhaitez donc m'entendre et je vous en remercie.

Pour commencer, je vais aborder le rôle de notre délégation, vous apprendre quels sont ses tâches et objectifs, vous dire ce qu'elle fait et ce qu'elle ne fait pas.

Permettez-moi de commencer par ce qu'elle ne fait pas: je n'ai pas pour mission d'inciter les Suisses et Suissesses à adhérer à l'UE. Cette décision leur appartient. Je l'ai déjà dit à plusieurs reprises, je ne suis pas un missionnaire au service de l'UE. Naturellement la Suisse est étroitement liée à l'UE et cela sur le plan économique d'abord. Il est tout de même remarquable que 7,4 millions de Suisses soient le deuxième partenaire économique le plus important d'un demi-milliard d'Européens, encore avant le Japon et la Chine.

Sur le plan **culturel**, la Suisse fait partie de la culture européenne et de nombreux représentants de cette culture sont issus de votre pays: Max Frisch, Friedrich Durrenmatt, Jean Rodolphe de Salis, Alberto Giacometti, Carl Gustav Jung, Le Corbusier, Carl Spitteler, Heinrich Pestalozzi, Arthur Honegger, Hans Kung et Gottfried Keller, pour ne citer que quelques uns des noms illustres.

Sur le plan **politique**, la Suisse partage avec l'Union des valeurs importantes: engagement pour la démocratie et les droits de l'homme, développement du droit humanitaire international. L'idée de la Croix-Rouge a commencé sa croisée victorieuse en Suisse, rôle d'intermédiaire en cas de conflits pour rétablir la paix et la sécurité pour la population. Je pense que cela est non seulement un signe d'ouverture, mais aussi la preuve que la Suisse, un des pays les plus riches du monde et étroitement liée avec le monde entier sur le plan de la politique commerciale, ne se contente pas de penser égoïstement à défendre seulement ses propres intérêts. Dans mon optique, il ne s'agit là pas d'un activisme, mais d'un engagement judicieux.

En tant qu'Autrichien, je me sens particulièrement proche de **la neutralité** pour laquelle vous vous engagez: l'Autriche est devenue neutre en suivant l'exemple suisse, ce qui lui a aussi permis de se débarrasser de l'occupant après la 2e guerre mondiale. L'Autriche a cependant aussi montré, tout comme les pays neutres que sont la Suède, la Finlande et l'Irlande, que ce concept peut aussi être appliqué avec succès au sein de l'Union.

La Suisse peut certes changer beaucoup et, comme chacun le sait, elle s'est muée d'un hospice des pauvres en Etat que l'on cite en exemple et cela grâce à l'ouverture de ses marchés, à l'ouverture de ses frontières et à ses citoyens tolérants et accueillants vis-à-vis des étrangers. Au XIXe et XXe siècle, les nombreux émigrants suisses ont participé au développement des pays qui les ont accueillis et, à l'heure actuelle, les immigrants en Suisse ont participé eux aussi à la prospérité économique et la richesse culturelle de votre pays. Étrangers au départ, les immigrants sont devenus au fil du temps des Suisses exemplaires. Songez seulement à Nestlé, Maggi, Brown, Suchard, Hayek et Pierre Gianadda. Vous connaissez sans doute plus d'exemples que moi-même.

Mais ce que la Suisse est dans l'impossibilité de changer, c'est son emplacement **géographique**. Tout au long de son histoire, la Suisse a été entourée «d'autres», mais contrairement à jadis, ce ne sont pas des ennemis, mais des pays et populations qui lui veulent du bien et qui partagent avec elle des valeurs fondamentales comme la liberté, les droits de l'homme et la démocratie. Chacun d'entre vous sait que l'amitié n'exclue pas les divergences de vues. Tout dépend comment on les gère et comment on se traite mutuellement. Vous le savez bien, les Tyroliens sont rudes, mais chaleureux et le héros de l'indépendance Andreas Hofer a déjà prouvé que les Tyroliens ont eux aussi une volonté d'indépendance.

Historiquement, tout a commencé en 1291 par le serment du Grütli, une alliance de défense reposant sur la cohésion. Il est intéressant de constater qu'à cette époque, les Suisses se sentaient plus en sécurité en se subordonnant à un empereur, une instance étrangère, même s'il faut bien admettre qu'il était très éloigné. L'histoire suisse est marquée par la défense, même si les grands élans, comme la création de la nouvelle Suisse, lui parvinrent de l'extérieur, par Napoléon. La nation volontaire et performante qu'est la Suisse peut à l'heure actuelle compter sur sa cohésion interne. Elle n'a plus guère besoin d'un ennemi extérieur pour assurer cette cohésion. Elle est située au centre de l'Europe et, parfois, on dit aussi «au cœur» de l'Europe. Cette expression figure aussi

dans l'hymne national autrichien. Mais celui qui prétend être un cœur se doit de donner des impulsions qui sont vitales: se tenir à l'écart n'est donc pas la bonne recette.

Mais revenons à la délégation: la Commission entretient dans le monde entier 131 délégations et cela seulement dans les pays qui ne sont pas membres ou auprès des organisations internationales, comme à Genève auprès de l'ONU et de la WTO. Il n'y a pas de délégations dans les pays membres. On y trouve des représentations qui sont gérées non pas par la direction générale compétente pour la politique extérieure, comme c'est le cas ici à Berne, mais par direction générale compétente pour la communication. C'est pourquoi le cas en Suisse est clair: il s'agit d'une délégation et je suis heureux d'être le premier chef de délégation.

- Parmi mes tâches figure la représentation de la Commission en Suisse et dans la Principauté du Liechtenstein.
- Je suis chargé d'informer la Commission sur les développements sur les plans politique, judiciaire, de la politique intérieure, économique, financiers, fiscal, commercial, de recherche, culturel et sur le régionalisme sur les plans cantonal et fédéral.
- J'ai aussi pour mission d'assurer des relations bilatérales fructueuses et non problématiques dans les secteurs susmentionnés en vue d'encourager une collaboration très étendue. Je dois faciliter les négociations et l'application des accords bilatéraux.
- Je suis censé étendre les connaissances en rapport avec l'UE en vue de développer la compréhension, c'est ma tâche «d'information» à laquelle j'ai déjà fait allusion. J'ai l'impression que la visite de Madame la Commissaire Ferrero-Waldner à l'occasion de l'ouverture de la délégation y a contribué, mais aussi et surtout le contact direct avec les parlementaires. Monsieur le Vice-président Stamm était directement impliqué en tant que président de la Commission de la politique extérieure du Conseil national.

Cette information dans les deux sens se fait dans les conditions cadre fixées par le Conseil fédéral. Actuellement il s'agit de la voie bilatérale, l'adhésion étant une option parmi tant d'autres, c'est ce que les cantons ont souligné récemment avec un accent positif.

Comme je l'ai déjà constaté en début de mon exposé, l'adhésion ou non à l'UE reste une affaire qui ne concerne que les Suisses.

L'UE et la Suisse ont signé près de 100 accords techniques, en complément aux deux grands accords bilatéraux et à l'AELE datant de 1972 qui a récemment de nouveau fait la une des journaux. La panoplie est large, les Accords bilatéraux I étendaient les relations contractuelles du trafic de marchandises à d'autres secteurs économiques et les Accords bilatéraux II reflètent le développement de l'Union et intègrent les secteurs de la sécurité intérieure, de l'asile, de l'environnement et de la culture. Il ne faut pas s'étonner que, dans ces conditions, la politique extérieure devienne politique intérieure et vice-versa. L'économie suisse occupe environ 4 millions de personnes à l'intérieur du pays et encore une fois 2 millions à l'étranger. Dans cette optique, la politique extérieure fait partie de la politique intérieure et est par conséquent une politique d'intérêts.

Dans les trois mois que j'ai passés en Suisse (je suis ici pour la troisième fois, après deux années d'études à Genève et un engagement d'une durée de deux ans également comme

négociateur autrichien de l'Uruguay Round du GATT), j'ai remarqué des parallèles avec l'UE, mais aussi avec **l'Autriche**. Permettez-moi de vous les exposer brièvement.

L'Union européenne: l'UE compte à l'heure actuelle 27 membres, la Suisse 26 cantons. Les citoyens européens disposent de leur délégué au Parlement européen, délégué qu'ils ont élu directement. Le Parlement européen ne possède pas de fraction majoritaire ni d'opposition, comme c'est le cas en Suisse. Les cantons sont en premier lieu représentés par le Conseil des Etats, les Etats membres de l'Union par le Conseil des ministres ou le Conseil européen des chefs d'Etats et de gouvernement, tous élus démocratiquement et responsables dans leurs parlements. Pour l'instant, la Commission compte encore 27 membres, un délégué par Etat membre mais, dès qu'un autre Etat se ralliera à l'UE, le traité de Nice demande que la Commission réduise sa taille non pas à 7, mais à 20 membres, une «formule magique» acceptable pour tous devant encore être trouvée. Le principe de la «double majorité» des cantons et des citoyens était prévu par le contrat constitutionnel européen qui a échoué jusqu'à présent ; tel est aussi le cas d'un droit d'initiative de démocratie directe que l'on voulait introduire pour la première fois.

Permettez-moi d'ajouter ici encore une remarque en marge: tout système doit façonner sa propre démocratie: il est évident que les référendums sont plus faciles à organiser en Suisse avec ses 7,4 millions d'habitants qu'en Europe avec 27 frontières d'Etat et 500 millions de citoyens. La démocratie directe, la démocratie représentative, la démocratie présidentielle, à l'exception de la démocratie populaire, sont toutes des formes de systèmes politiques ayant pour dénominateur commun la «démocratie» et devant par conséquent être respectées.

La Suisse doit comme l'Union composer avec la diversité: culturelle, linguistique, religieuse, avec des centres urbains et des espaces ruraux. Le fait que la Suisse possède sa propre histoire n'empêche pas les cantons de soigner de leur côté leur propre héritage historique et leurs propres traditions. J'ai récemment découvert en tant qu'invité d'honneur du Sechseläuten à Zurich un aspect spécial de cette culture diversifiée en Suisse et j'ai pris connaissance du fait que Gottfried Keller avait déjà défini dans son œuvre «Das Fähnlein der sieben Aufrechten» pour la Suisse la devise de l'Union «unis dans la diversité» et cela d'une manière qui cadre parfaitement avec l'Union d'aujourd'hui:

«Qu'il est réconfortant de savoir qu'il n'existe pas un seul type de Suisse uniforme, mais qu'il y a des Zurichois, Bernois, Nidwaldiens, Neuchâtelois, Grisonnais et Bâlois et même deux types de Bâlois! Il existe une histoire appenzelloise et une histoire genevoise: que Dieu préserve cette diversité dans l'unité. C'est la bonne école de l'amitié et ce n'est que lorsque la cohésion politique se mue en amitié personnelle de tout un peuple que l'on a gagné le bien suprême; car ce que l'esprit citoyen n'arrive peut-être pas à achever, l'amour de l'ami saura l'accomplir et les deux vont devenir une vertu!»

«Unis dans la diversité», tel est le ciment de l'Union, pas question d'une uniformité culturelle ou d'une uniformité tout court. Nous ne respectons non seulement quatre langues comme la Suisse, mais 22. Vous pouvez aussi le constater ici à Berne, la délégation de la Commission européenne ne rend en rien superflues les ambassades des pays membres. Chacun de nous a ses secteurs autonomes, il y a des secteurs où nous collaborons étroitement et il y a de nombreuses tâches pouvant être assumées par chaque Etat membre individuellement.

Je constate que les Suisses font preuve d'un **scepticisme profond à l'égard du pouvoir** et des politiciens. Dans un entretien que j'ai eu avec lui, un Conseiller fédéral qui vous

est proche a même qualifié cette attitude de «méfiance». Cela aussi est parfaitement «européen»: comme les communes et les cantons veillent à ce que l'administration fédérale ne devienne pas trop forte, les Etats membres de l'UE veillent à ce que les autorités bruxelloises ne deviennent pas trop puissantes. La culture et la formation, les universités et la police, les impôts et la compétition des sites relèvent de la compétence des Etats membres et en Suisse, ils relèvent de la compétence des cantons. Vous avez le correctif de la démocratie directe, alors que l'Union appelle cela sèchement la «subsidiarité» et entend par là que les décisions doivent être prises en Europe sur le plan le plus efficace.

Mais malgré ces constatations, la Suisse est déjà allée plus loin que l'Union : d'une Confédération d'Etats, elle est devenue un Etat fédéral. L'Union européenne n'est pas un Etat fédéral. Notre objectif n'est pas de former des Etats-Unis d'Europe. Mais, à l'image de la Suisse dans les années 1848 et 1874, les Etats membres ont compris que, dans certains secteurs, le regroupement de la souveraineté et la collaboration suprarégionale n'entraînaient pas une perte, mais un gain de souveraineté. Deux années seulement après sa fondation, la Suisse a introduit de facto le franc français comme monnaie unique. L'introduction réussie de l'Euro au sein de l'Union a pris plus longtemps.

Les systèmes politiques acceptant et encourageant la diversité font preuve de modes de comportement semblables et utilisent des méthodes similaires: comme la Suisse, l'Union répartit ses institutions les plus importantes sur plusieurs Etats membres: Bruxelles, Strasbourg, Luxembourg et de nombreuses agences européennes dans les Etats membres les plus divers. La Berne fédérale héberge de nombreuses institutions, mais pas toutes: Lausanne, Bellinzona et bientôt St-Gall sont aussi le siège d'institutions étatiques importantes. Berne est la capitale et le siège administratif, Zurich est la métropole commerciale et financière, Genève et ses organisations internationales représentent la porte de la Suisse vers le monde.

Grâce à la consolidation de la démocratie, à l'introduction de l'économie de marché dans des pays qui étaient auparavant des dictatures et d'économie étatique, l'élargissement de l'UE à l'Est est devenu une des réussites les plus grandes de l'Union et représente un service à l'Europe en général. Les citoyens suisses l'ont reconnu lors du dernier référendum.

Ce n'est pas un monstre qui est à l'œuvre ni à Berne ni à Bruxelles où environ 40'000 fonctionnaires œuvrent pour 500 millions de citoyens. Nombreux d'entre eux travaillent dans les services linguistiques les plus divers pour assurer la diversité culturelle et linguistique. À titre de comparaison : pour les citoyens suisses, près de 400.000 personnes travaillent selon les statistiques suisses sur les plans fédéral, cantonal et communal, le canton de Zurich occupe le même nombre de personne que l'UE.

Dès le départ, l'unification européenne était conçue comme un chantier: ce n'était pas un projet étendu dont le produit final était esquissé avec précision. Il fallait d'abord poser les jalons et cela n'a pas été fait d'emblée et directement, mais avec du retard et par détours mais, dans l'ensemble, on peut comparer le processus de l'unification européenne à une action performante dont le cours connaît certes des hauts et des bas, mais dont la tendance est à la hausse.

Participer à la construction de l'Europe, telle est l'invitation permanente que l'Europe adresse aux Etats démocratiques d'Europe et, après 1989, de nombreux Etats libérés en ont profité. Ne pas les accueillir aurait été «l'arme» la plus forte de l'Union, mais

naturellement, elle n'a pas voulu l'engager. L'œuvre de paix en Europe se poursuit: ce n'est nullement un processus historique qui s'est terminé par la réconciliation des Allemands et des Français. Les guerres aux Balkans nous ont rappelés de manière spectaculaire que la paix se reconquiert constamment et doit être en permanence sauvegardée.

A propos de mon expérience en et avec l'Autriche: avant l'adhésion de l'Autriche à l'UE, les rumeurs et angoisses les plus folles circulaient dans notre pays- bradage du sol, invasion par la main-d'œuvre étrangère, denrées alimentaires de mauvaise qualité en provenance de l'UE, domination des grands Etats, perte de l'identité et de la neutralité... Cela vous rappelle-t-il quelque chose?

Que s'est-il passé réellement? L'Autriche s'est positionnée rapidement comme un membre actif de l'UE. Elle a appris qu'être membre de l'UE est un processus de négociation permanent, elle a assumé avec succès deux présidences, ce qui signifie qu'elle a parlé et agi pour l'ensemble de l'Union, un défi mais aussi une chance unique pour un Etat de taille moyenne.

Les réformes nécessaires ont été entreprises avec le soutien de l'UE. Je pense notamment à l'agriculture, au développement de régions frontalières, à l'augmentation de l'efficacité au moyen d'une concurrence accrue au moyen de privatisations. L'Autriche a profité de l'ouverture de ses frontières à l'Est et de l'adhésion à l'UE des Etats d'Europe centrale et de l'Est comme aucun autre Etat membre de l'UE.

Cela s'est répercuté sur l'économie dans son ensemble et pour citer le ministre autrichien de l'industrie Bartenstein, «L'histoire du succès de l'économie autrichienne est étroitement liée à l'adhésion à l'UE et à l'élargissement de l'UE. L'ouverture à l'Est et l'adhésion de l'Autriche ont généré une croissance économique supplémentaire d'un demi à un pour cent annuel et 100'000 à 150.000 nouveaux emplois. Depuis 1995, les exportations autrichiennes ont quasiment décuplé, tout comme le volume des investissements à l'étranger. Grâce à l'intégration de l'UE et à l'élargissement de l'UE, la croissance du PIB en Autriche est nettement supérieure à celle de l'espace Euro.»

L'Autriche est donc la principale gagnante de ce qu'on appelle « la globalisation à petite échelle», c'est-à-dire de l'élargissement de l'UE de 12 nouveaux Etats membres. Cet élargissement représente à lui seul une croissance économique supplémentaire d'environ 0,2 pour cent par an au cours des 10 années à venir.

« L'Autriche, membre de l'UE a rejoint le niveau de prospérité de la Suisse», elle a profité des opportunités d'une adhésion à l'UE, de l'ouverture à l'Est et de l'élargissement de l'UE, elle a rattrapé la Suisse et elle l'a même dépassée dans certains secteurs.

Voici un exemple: En termes de PIB par tête d'habitant, la Suisse ne dépasse plus que faiblement l'Autriche. En 2005, le PIB par tête d'habitant était de 28.700 Euros pour l'Autriche et de 29.000 Euros pour la Suisse.

Comme vous pouvez le constater, même en tant qu'Européen professionnel, on ne perd pas pour autant ses références à sa patrie. Il vous appartient de tirer vous-mêmes, si vous le voulez, vos conclusions de cette comparaison entre la Suisse et l'Autriche.

Il n'est certes pas toujours facile de composer avec l'Union: ses tâches ont connu un changement dramatique. Les communautés économiques européennes se sont muées en

Union européenne, les temps d'un club axé exclusivement sur les importations et exportations sont révolus. Au sein de l'Union, 27 Etats et le Parlement européen doivent se mettre d'accord sur un projet et il est alors toujours difficile pour les pays qui n'en sont pas membres de convenir de règles spéciales. Mais il existe malgré tout des domaines où la Suisse a su habilement tirer son aiguille du jeu. Par sa politique des transports exemplaire, la Suisse a exercé un impact sur l'UE et, sur la voie bilatérale, la Suisse a certainement très bien négocié, comme le montre l'accord sur l'imposition de l'épargne. Tel est également le cas pour la participation de la Suisse à droit égal au programme de recherches, aux programmes culturels et médiatiques et pour l'accès aux universités européennes.

L'Union fêtera cette année son **50e anniversaire** et elle peut passer en revue 50 années de paix au sein de l'Union. Elle peut constater avec une fierté légitime qu'on l'étudie et même la copie dans le monde entier comme un exemple d'intégration réussie. Les mots de l'homme d'Etat zurichois Alfred Escher résument parfaitement l'ambition de l'Union: «Diversité à l'intérieur- unité à l'extérieur».

La Suisse a une longue tradition et une riche expérience au niveau de la gestion de cette diversité. Je souhaite qu'elle fasse profiter de cette expérience le processus d'intégration européen. Déterminez vous-même COMMENT, mais ne vous tenez pas à l'écart.

[C'est le texte parlé qui fait foi]